Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-678** **31/07/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence des aires marines protégées :

1 poste de chargé(e) de mission "grands usages maritimes et Natura 2000" (catégorie A ou agent contractuel) à MARSEILLE (13).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) d'unité évaluation toxicologie des produits réglementés (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chef(fe) de projet scientifique en évaluation de risque sanitaire (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques en nutrition/contamination des aliments (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques en microbiologie (catégorie A ou agent contractuel) à FOUGERES (35).

1 poste d'évaluateur scientifique et technique résidus et sécurité des aliments (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt :

1 poste de chef(fe) d'équipe "filière laitière" (catégorie A/A+) au KOWEÏT.

Ministère des Outre-Mer :

1 poste de chargé(e) de mission politique de l'alimentation, de l'innovation et de l'agro-alimentaire. Filières banane et PAPAM. Fonds de secours agricole. Stratégie agricole et rurale (FEADER) (catégorie A) à PARIS (75).

Office Nationale des Forêts (ONF) :

1 poste de chef(fe) du service RTM Haute-Garonne - Ariège - Coordonnateur(rice) RTM DTSO, référent RTM Pyrénées (catégorie A) à TOULOUSE (31), délocalisable à FOIX ou SAINT GAUDENS.

Les candidatures (CV + lettre de motivation) pour ce poste sont à adresser à Hélène Favarel (helene.favarel@onf.fr) avec copie à Virginie Veau (virginie.veau@onf.fr). La date limite de candidatures est fixée au 4 septembre impérativement

Parc National du Mercantour :

1 poste de chargé(e) de mission SIG, bases de données et développement cartographie dynamique (catégorie A ou agent contractuel - catégorie B confirmé ouvert aux fonctionnaires titulaires) à NICE (06).

Le sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Michel GOMEZ

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

Chargé(e) de mission « Grands usages maritimes et Natura 2000 » (H/F)

Grade : ouvert **en priorité** aux fonctionnaires de catégorie A, à défaut aux personnels non titulaires de niveau minimum Bac+ 5

Résidence administrative : Marseille

Durée et type de contrat : Position normale d'activité, détachement sur contrat ou mise à disposition pour les fonctionnaires ; contrat à durée déterminé de trois ans pour les contractuels.

Contexte

L'Agence des aires marines protégées a été créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'Agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Au sein de l'Agence, le département « appui aux politiques publiques » est chargé de l'appui aux politiques publiques dans les domaines d'intervention de l'Agence, il apporte son expertise aux gestionnaires d'aires marines protégées (dont les parcs naturels marins), mais également au ministère de tutelle ou, aux services déconcentrés de l'Etat ainsi qu'aux collectivités qui disposent de compétences sur le milieu marin.

Au sein de ce département, l'antenne Méditerranée est chargée de décliner, à l'échelle de la façade méditerranéenne et en fonction des questions particulières qui s'y posent, la mission d'appui aux politiques publiques de l'Agence, qui s'inscrivent à titre principal dans les axes de la stratégie nationale de création et de gestion des aires marines protégées. Une attention particulière est portée à la contribution à la mise en œuvre des Directives Natura 2000 et DCSMM.

Intégré(e) à une équipe d'environ 8 personnes, le/la chargé(e) de mission « Grands usages maritimes et Natura 2000 » devra mener :
1/ des missions relevant de l'ingénierie environnementale et maritime relative aux impacts des grands usages maritimes sur la biodiversité marine, pour lequel il sera le référent thématique ;
2/ des missions liées à la gestion des sites Natura 2000 au large ;
3/ des missions relatives au rôle de référent géographique pour la Corse.

Le/la chargé(e) de mission pourra également être associé(e) à des opérations techniques transversales, voire à des tâches logistiques relatives à la vie de l'antenne.

Nature de l'activité

Le/la chargé(e) de mission « Grands usages maritimes et Natura 2000 » devra apporter une compétence scientifique et technique au sein de l'équipe qui comprend, outre lui/elle-même, un chef d'antenne, un chargé de mission « Patrimoine naturel », des chargées de mission « Usages côtiers et Animation Natura2000 », et deux géomaticiennes. Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable d'antenne, il/elle travaillera en équipe au sein de l'antenne et s'appuiera sur les fonctions supports (comme la géomatique et la communication) de l'Agence. Il/elle travaillera également en étroite relation avec les services des DREAL, ainsi qu'avec les services de l'Etat (DIRM, DREAL, DDTM, Préfecture Maritime).

La personne recrutée devra pouvoir être polyvalente sur les thèmes de la connaissance des grands usages marins (pêche au large, granulats, énergies, gestion du trait de côte, prospection minière, clapage, rechargements, …) tant du point de vue technique que réglementaire et juridique, et ce dans une optique d'appui à la gestion du patrimoine naturel, de la gestion durable et raisonnée de ces activités au regard de l'environnement naturel dans lequel elles s'exercent, et cela sur l'ensemble de la sous région marine de Méditerranée occidentale.

En lien avec ses collègues de l'antenne, la personne recrutée aura pour missions principales :

- **étude et suivi des grands usages maritimes** et évaluation de leur impact sur le milieu naturel marin. En particulier dans le contexte actuel de développement soutenu des EMR au niveau national, la priorité est de veiller à l'intégration des enjeux environnementaux du milieu marin dans ces projets**.** Le même travail est réalisé pour l'ensemble des usages industriels ;

- production de documents techniques sur ces grands usages afin d'aider les prises de décisions et la gestion , production d'avis sur des projets dans les Aires Marines protégées ou à proximité ;

- dans le contexte de la mise en œuvre du principe « Eviter, Réduire, Compenser », veille et contribution à des guides méthodologiques sur les méthodes d'analyse environnementale (ex. effets cumulés), sur les innovations technologiques plus respectueuses de l'environnement marin, sur les retours d'expériences en matière de restauration . Ce volet pourra inclure le cas échéant l'accompagnement de projets pilotes ;

- contributions aux réseaux thématiques internes « usages industriels » et « sciences humaines et sociales », aux réseaux externes (Netmahr, etc.) participation aux colloques et séminaires sur le sujet.

En lien étroit avec ses compétences spécifiques, la personne recrutée devra contribuer voire assumer la rédaction de documents d'objectifs de sites Natura 2000 sur lesquels les grands usages sont prédominants (sites du large notamment) ainsi que l'animation de ces sites avec :

- la préparation et l'animation de COPIL de sites ;

- la rédaction de DOCOB, ou la participation thématique à la rédaction de DOCOB.

La personne recrutée sera également le référent géographique pour la Corse. A ce titre, il/elle assurera le lien avec les acteurs pour l'**appui à la création, à la gestion et la mise en réseau des aires marines protégées** et notamment :

- pour Natura 2000 en mer, appui en transversal thématique pour l'animation de sites confiés en animation à l'Office de l'environnement de Corse ;

- élaboration, en coopération avec les acteurs locaux, du document d'objectif des sites Natura 2000 du Golfe d'Ajaccio ;

- accompagnement des services de l'état et des partenaires dans les avis et projets en lien avec la protection du milieu marin et notamment pour le développement des protections renforcées et des réserves halieutiques.

La personne recrutée sera amenée à effectuer **des déplacements réguliers en Corse sur plusieurs jours** et à travailler avec les services de l'Etat, les gestionnaires, les ONG et les scientifiques présents sur l'ensemble de la façade.

Qualités requises

Compétences et expériences professionnelles

➢ Expériences réussies dans le domaine de l'évaluation environnementale des projets (réalisation d'étude, production de guide, réalisation d'avis) ainsi que dans celui de la gestion d'espaces protégés ;

➢ Bonne connaissance des aspects techniques, économiques et juridiques relatifs aux grands aménagements et usages en milieu marin ;

➢ Bonne connaissance des écosystèmes marins méditerranéens ;

➢ Bonne connaissance des principales institutions intervenant sur le développement, l'étude, la mise en œuvre, le suivi et l'instruction administrative des grands usages ;

➢ Bonne connaissance et pratique de travail avec les acteurs maritimes (pêcheurs, ONG, porteurs de projets, services de l'Etat) ;

➢ Une bonne connaissance des problématiques des différentes catégories d'acteurs de l'espace maritime de Corse serait un plus ;

➢ Anglais courant exigé – écrit et oral. La connaissance de l'italien et/ou de l'espagnol serait un plus.

Qualités personnelles

➢ Capacité d'animation et aptitude à organiser des réunions stratégiques avec des publics diversifiés aux intérêts souvent divergents ;

➢ Capacité de travail et de dialogue dans un cadre de partenariat élargi ;

➢ Sens de la communication orale et écrite, très bonnes qualités rédactionnelles ;

➢ Sens de la rigueur, de l'organisation et de la méthode ;

➢ Expérience de la gestion de projet.

Candidatures

Date limite de candidature : **15 septembre 2015**

Date de prise de poste : **dès que possible**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation manuscrite et un curriculum vitae ; et faire impérativement apparaître le statut du candidat (fonctionnaire ou contractuel).

Les candidatures sont à adresser :

- Par mail à recrutement@aires-marines.fr avec en objet la référence « **P072** »
  ou
- Par courrier à : Agence des aires marines protégées, Service Ressources Humaines, 16 quai de la douane – CS 42 932 – 29229 Brest cedex 2.

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter François GAUTHIEZ, directeur adjoint en charge de l'appui aux politiques publiques, au 02 98 33 34 96 / Mél : francois.gauthiez@aires-marines.fr ou Céline MAURER, responsable de l'Antenne Méditerranée, au 06.45.69.97.48 / Mél : celine.maurer@aires-marines.fr

Modalités de sélection

Une première sélection de candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un jury. En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par un jury.

Date : 28/07/2015

Poste à pourvoir	**Chef d'unité Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques et leurs adjuvants, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés est chargée de l'évaluation des dangers et des risques pour l'homme des produits phytopharmaceutiques, matières fertilisantes et supports de cultures, biocides dans le cadre des règlements correspondants. Dans son domaine de compétence, elle évalue les dossiers déposés par les pétitionnaires, dans un cadre européen ou national, elle instruit les saisines soumises à l'Agence et elle contribue activement à l'évolution des méthodologies d'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

- Valider les produits d'expertise dans le domaine de la toxicologie pour ce qui concerne les dossiers d'approbation des substances actives phytopharmaceutiques et biocides, les demandes d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides, les demandes d'homologation des matières fertilisantes et supports de culture, les saisines de l'Agence
- Assurer l'encadrement et l'organisation du travail de l'unité (20 à 25 scientifiques)
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen

Activités

- Manager l'équipe, valoriser les compétences des agents et optimiser les ressources allouées
- Superviser l'activité de l'unité et valider les produits d'expertise de l'unité
- Apporter conseil et expertise dans son périmètre d'intervention
- Assurer une veille méthodologique, technique et règlementaire dans son périmètre d'intervention
- Représenter l'Agence dans des réunions scientifiques et des instances nationales et européennes
- Assister la direction de l'entité dans l'élaboration du programme de travail et le pilotage des activités
- Respecter et faire respecter les délais de l'évaluation
- Mettre en œuvre au niveau de l'unité la politique Qualité de l'agence et veiller au respect des procédures

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat, Master 2 ou équivalent, Pharmacien, Vétérinaire, avec spécialisation en toxicologie

Expériences similaires

Expérience confirmée (plus de 10 ans) dans le domaine de la toxicologie, notamment en relation avec la réglementation, et en management d'équipe

Compétences

- Connaissance des requis scientifiques en matière d'évaluation réglementaire des substances actives et produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes, des substances actives et produits biocides
- Maîtrise des lignes directrices OCDE dans le domaine de la toxicologie
- Connaissance des méthodes alternatives de tests (in vitro, ex vivo, in silico)
- Maîtrise des techniques de management d'équipe
- Maîtrise de l'anglais scientifique et réglementaire (écrit et oral)
- Facultés d'analyse, de synthèse, de pédagogie et d'anticipation des évolutions réglementaires ou méthodologiques
- Aptitudes à la communication orale et écrite
- Capacités d'écoute, de gestion des conflits et de négociation

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 août 2015

Renseignements sur le poste : Pascale Robineau, Directrice de la DEPR (pascale.robineau@anses.fr), /Thierry Mercier, Directeur adjoint de la DEPR (thierry.mercier@anses.fr)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-095 par courriel : à recrutement@anses.fr

Date : 29/07/2015

Poste à pourvoir	**Chef de projet scientifique en évaluation de risque sanitaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER), l'unité en charge de l'évaluation des dangers et des risques des substances.

Missions / contexte

L'unité est chargée d'évaluer les risques sanitaires liés aux produits chimiques et plus particulièrement contenus dans des préparations ou des articles commercialisés ainsi que d'établir des valeurs de référence (VR)[1]. Elle assure notamment à cet égard, la coordination scientifique des Comité d'Experts Spécialisés (CES) « caractérisation des dangers des substances et valeurs toxicologiques de référence » et « Expertise en vue de la fixation de valeurs limites d'exposition à des agents chimiques en milieu professionnel» ainsi que de plusieurs groupes de travail composé d'experts indépendants qui assistent l'agence dans la mise en œuvre de ses missions d'expertise.

[1] L'UEDRS est impliquée dans l'élaboration des Valeurs toxicologique de référence (ou VTR), des Valeurs limites d'exposition professionnelles (ou VLEP) et des Valeur guide de qualité d'air intérieur(ou VGAI)

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le titulaire du poste participe à la mise en œuvre des activités d'expertise scientifique en vue de l'établissement de valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) et de valeurs biologiques en milieu professionnel. Cette mission d'expertise constitue un enjeu majeur de l'unité et est un des 4 axes prioritaires de l'agence dans le domaine de la santé au travail.

Il peut également être amené à apporter un appui scientifique et technique dans son domaine de compétences pour d'autres travaux conduits dans l'unité.

Activités

Ses missions consisteront plus particulièrement à assurer :

1) Le secrétariat scientifique d'un collectif d'experts (groupe de travail ou comité d'experts spécialisé) en lien avec la fixation de valeurs limites d'exposition à des agents chimiques en milieu professionnel qui vise à :

- animer un (des) groupe(s) d'experts et leur apporter un appui scientifique
- coordonner la préparation, animer les réunions
- recenser et collecter des données bibliographiques
- analyser des publications scientifiques et des rapports d'études dans son champ de compétences
- contribuer à la rédaction de rapports d'expertise et structurer la démarche méthodologique d'élaboration des VLEP,
- contribuer à la rédaction des avis de l'Agence, sur la base des travaux d'expertise collective
- participer à la restitution des travaux du (des) groupe(s) d'experts en interne et à l'extérieur de l'Agence
- participer à la valorisation des travaux d'expertise produits au niveau national ou européen (congrès, instances internationales, *etc*.)

2) Une contribution scientifique sur les travaux d'expertise en matière de VLEP notamment ceux en lien avec :

- le développement d'indicateurs biologiques d'exposition (IBE): analyse de données de cinétique, de biosurveillance, évaluation de modèles PB-PK
- l'élaboration de profils toxicologiques pour des substances inscrites au programme de travail de l'unité

3) Un appui scientifique et technique aux travaux de l'unité

- assurer une veille bibliographique, scientifique, technique, dans les domaines d'activités de l'unité
- participer aux travaux d'élaboration de biomarqueurs d'exposition et/ou d'effets préparer et suivre certains travaux de recherche en appui à la réalisation d'expertises

Dans le cadre de ces missions, vous travaillerez en collaboration avec les autres unités de la DER et de l'Agence impliquées.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

Pharmacien, médecin, vétérinaire, toxicologue, évaluateur de risques sanitaires ou BAC + 5 en sciences (biologie, chimie, santé environnementale, santé publique, …)

Expériences similaires

Une expérience antérieure en toxicologie ou en évaluation des risques est demandée. Une expérience dans le domaine de l'élaboration de valeurs de références serait en particulier appréciée.

Compétences

- Connaissances solides en toxicologie et caractérisation du danger d'une substance
- Connaissances en surveillance biologique des expositions et sur les indicateurs biologiques
- Connaissances en cinétique, modélisation PB-PK
- Connaissances en évaluation quantitative des risques sanitaires, en épidémiologie et en santé publique
- Connaissances en réglementation du travail et des substances chimiques
- Intérêt et forte implication pour les domaines de la santé travail, de la santé environnementale et de la santé publique
- Aptitudes rédactionnelles
- Capacité à travailler en équipe dans le cadre de la pluridisciplinarité
- Autonomie et rigueur
- Bon niveau d'anglais

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 21 août 2015

Renseignements sur le poste : christophe.rousselle@anses.fr/ dominique.brunet@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-097 à : recrutement@anses.fr

Date : 29/07/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques en nutrition / contamination des aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 28 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité Méthodologie et Etudes (UME) et Unité Observatoire des aliments (UOA).

Missions / contexte

L'UME a pour mission le développement de méthodologies transversales d'évaluation des expositions et des risques liés aux substances chimiques et aux agents physiques ou microbiologiques et la mise en place d'études destinées à alimenter des bases de données permettant une évaluation des risques liés à l'alimentation. Dans ce contexte, l'unité coordonne notamment, et en lien avec les collectifs d'experts *ad hoc*, la réalisation des études individuelles nationales des consommations alimentaires (les études INCA) et des études de l'alimentation totale (EAT). Elle participe aussi à des programmes de recherche nationaux ou européens en la matière.
L'unité est composée de 16 agents.

L'UOA est chargée de maintenir et valoriser des bases de données relatives aux contaminations (BDD Contamine et Volet sanitaire de l'Observatoire de l'alimentation) et aux caractéristiques nutritionnelles des aliments (Ciqual et Oqali), en vue de produire des indicateurs sur la qualité sanitaire et nutritionnelle de l'alimentation et de transmettre des données actualisées pour les évaluations de risque menées à l'Agence.
L'unité est composée de14 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité des responsables des unités UME et UOA, le chargé de projets sera amené à intervenir sur différents projets relatifs à la consommation et à la contamination alimentaires, notamment :

- l'étude de consommation alimentaire (INCA3) ;
- la valorisation de la base de données Contamine ;
- le programme de recherche européen SUSFANS ;

L'étude INCA est une étude nationale de consommation alimentaire régulièrement mise en œuvre par l'Anses. La collecte des données de la troisième édition (INCA3) a débuté en 2014 et se terminera au 3ème trimestre 2015.

La base de données Contamine, centralise tous les résultats de contamination des aliments, issus des plans de surveillance et de contrôle des ministères ou des grandes études conduites par l'agence (EAT).

Le programme européen SUSFANS s'inscrit dans le cadre de l'appel à projet « Horizon 2020 » de la Commission Européenne. Il vise à construire des outils de modélisation permettant de déterminer des régimes alimentaires européens tenant compte à la fois des besoins nutritionnels, des risques sanitaires, des impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Activités

Le chargé de projets :

- en collaboration avec les 6 membres de l'équipe projet de l'UME, participera à la préparation et l'analyse des données de l'étude INCA3 ;
- participera activement aux réunions associées au projet de l'étude INCA3 ;
- en lien avec le responsable de la base de données Contamine de l'UOA, contribuera à la valorisation de cette base de données et au développement d'indicateurs permettant de décrire et de synthétiser les niveaux de contamination des aliments et leurs tendances au cours du temps ;
- participera au développement d'indicateurs transversaux (nutrition/contamination) ;
- pourra intervenir en appui aux autres activités des unités UOA et UME ;
- réalisera les travaux attribués à l'Anses dans le cadre du projet SUSFANS, contribuera aux publications scientifiques qui en seront issues et participera aux réunions du consortium européen.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC +5 (ingénieur agronome, épidémiologiste, biostatisticien)

Expériences similaires

Une première expérience professionnelle dans la préparation, le traitement et l'analyse de données issus de bases de données ou d'enquêtes est requise.

Compétences

- Connaissances avancées indispensables en :
  - traitement de base de données ;
  - utilisation des logiciels de statistique : SAS et STATA ;
  - utilisation des logiciels de bureautique : Word, Excel ;
  - anglais : écrit, lu, parlé requis ;
- Connaissances souhaitées en contamination des aliments et en nutrition;
- Connaissances appréciées d'autres logiciels de statistique (R);
- Esprit d'analyses et de synthèse ;
- Rigueur, conscience professionnelle et efficacité ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Qualité rédactionnelle.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 4 septembre 2015

Renseignements sur le poste :

- Carine DUBUISSON, adjointe au chef de l'unité UME et responsable du projet INCA3 (carine.dubuisson@anses.fr) ;
- Céline MENARD, chef de l'unité UOA (celine.menard@anses.fr)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + CV) en indiquant la référence 2015-098 par courriel à recrutement@anses.fr

Date : 29/07/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques en Microbiologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public 12 mois**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Fougères,
Unité Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R)

Le Laboratoire de Fougères comprend 60 personnes et mène des activités sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaire des aliments. Il est composé de 3 unités : Toxicologie des Contaminants, Analyse des Résidus de Contaminants et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Le poste de chef de projets scientifiques sur la thématique des biocides est proposé dans l'Unité AB2R. L'unité composée de 15 personnes mène des travaux de recherche et de référence sur 3 thématiques : - développement et validation de méthodes biologiques de détection de résidus de médicaments vétérinaires dans les denrées alimentaires (mandats Laboratoire de Référence National et Européen :LNR ; LRUE) - résistance aux antibiotiques des bactéries d'origine animale en lien avec les pratiques vétérinaires (mandat LNR) – impact de l'usage des biocides sur la résistance des bactéries aux antibiotiques. Les résultats des recherches menées sur cette dernière thématique visent à apporter des données sur le volet « résistance » exigées dans le cadre du règlement 528/2013 pour l'attribution de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) des biocides et une expertise pour les gestionnaires du risque.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le Chargé de Projets scientifiques et techniques en Microbiologie est en charge du développement et du suivi de projets scientifiques et techniques sur l'impact des biocides en lien avec leur usage sur le risque de sélection de bactéries résistantes aux antibiotiques et de résidus de biocides sur les surfaces en industries agroalimentaires.

Activités

- Assurer le suivi des activités de recherche, la valorisation et la diffusion des résultats des travaux
- Participer à l'encadrement du personnel technique et des stagiaires français et étrangers (M2, doctorants, post-doctorants)
- Renforcer les partenariats : identifier et mettre en place de nouveaux partenariats et collaborations au niveau national, européen et international en lien avec la thématique « biocides »

Conditions particulières

Néant

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Docteur en microbiologie ou Bac +5 en Microbiologie

Expériences similaires

- Chercheur en microbiologie (3 ans d'expérience minimum)
- Expérience souhaitée en écologie microbienne
- Expérience souhaitée en biologie moléculaire
- Expérience appréciée dans le domaine des produits biocides

Compétences

- Compétences techniques en microbiologie et biologie moléculaire
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle, rigoureux et dynamique
- Force de proposition
- Maitrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) et du français
- Maitrise de l'outil informatique (Pack Office, logiciels)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er septembre 2015

Renseignements sur le poste : Christophe Soumet (christophe.soumet@anses.fr; 0299947857)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-100 à :
recrutement@anses.fr

Date : 24/07/2015

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique Résidus et Sécurité des Aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 29/12/2016**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés,
Unité Résidus et Sécurité des Aliments (URSA)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. Elle assure également l'évaluation des substances chimiques dans le cadre du règlement européen REACh.

En ce qui concerne l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à son comité d'experts spécialisés dédié, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Résidus et Sécurité des Aliments est chargée de l'évaluation scientifique de la partie Résidus et Sécurité des Aliments des dossiers d'approbation de substances actives phytosanitaires et biocides, des demandes d'autorisation de mise sur le marché des préparations contenant ces substances, menées dans le cadre européen, zonal ou non, et des demandes afférentes. Elle est également en charge de l'évaluation des matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) dans ce domaine. A ce titre, elle rédige la partie correspondante des dossiers, assure la cohérence de l'ensemble des évaluations réalisées et veille au respect des délais réglementaires.

Par ailleurs, l'URSA est en charge du traitement de l'ensemble des dossiers de demandes de modifications de Limites Maximales de Résidus (LMR) pour les substances actives phytosanitaires et biocides, ces dossiers étant exclusivement traités dans un cadre législatif Européen.
L'équipe est composée de 19 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, les missions de l'évaluateur sont d'assurer l'évaluation scientifique de la partie « Résidus et sécurité des aliments » des dossiers soumis à la DEPR,

Activités

- Evaluer les études scientifiques.
- Exploiter des données et/ou résultats scientifiques
- Recenser des données bibliographiques
- Intégrer des données
- Présenter les travaux d'évaluation dans le cadre national et européen
- Contrôler leur validité et leur cohérence
- Commenter les évaluations scientifiques réalisées par les partenaires européens ou internationaux
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans un cadre national ou européen.
- Présenter les travaux d'évaluation dans le cadre national ou européen

Respecter les délais de l'évaluation

Participer à l'amélioration des procédures internes à l'URSA et au respect de l'ensemble des procédures de la DEPR et de l'Anses.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Ingénieur, DEA, DESS ou équivalent (chimie analytique, agronomie, toxicologie, évaluation de risques, etc)

Expériences similaires
Expérience en évaluation des risques alimentaires appréciée

Compétences
- Connaissance de la méthodologie d'évaluation des risques liés à l'alimentation
- Connaissance de la règlementation européenne et internationale dans le domaine des résidus dans l'alimentation,
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques et de la fixation des LMR
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Aptitudes à la communication orale et écrite, en français et en anglais
- Connaissance des logiciels informatiques du pack office
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Communiquer en anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 août 2015

Renseignements sur le poste : Xavier SARDA (xavier.sarda@anses.fr) ou Suzanne PIERLOT (suzanne.pierlot@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-094 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Chef(fe) d'équipe « Filière laitière » au Koweït

Début de mission estimée : entre Novembre 2015 et Janvier 2016

Catégorie : A/A+	
Niveau de classement parcours professionnel : 3	
Description du projet	Le Koweït s'est donné l'objectif de réduire sa dépendance dans le domaine agroalimentaire, notamment en ce qui concerne les produits laitiers. **Le Département d'Ille-et-Vilaine, suite à diverses rencontres institutionnelles a formulé un partenariat avec les autorités Koweïtiennes un plan de développement et de renforcement de la filière laitière koweïtienne.** Le but initial des koweïtiens, doubler la quantité de lait produite, pourra être atteint à travers les trois objectifs suivants : - Montée en performance des exploitations actuelles. Les cinquante fermes actuelles pourront voir leur productivité s'améliorer très largement par l'amélioration de la conduite des élevages, la formation des personnels, l'adaptation de la génétique et des capacités d'accueil en quarantaine ; - Mise en place d'une politique de filière pour atteindre un niveau indispensable en termes de production, de qualité et de sécurité sanitaire. Il s'agit d'adopter des politiques de sécurité sanitaire et de qualité, de formation, de sélection et de soutien à la filière ; - Doublement du nombre d'exploitations dans un deuxième temps, évolution accompagnée par l'adaptation des capacités de transformation, d'abattage et d'équarrissage. Le Département souhaite s'appuyer sur les compétences d'ADECIA pour mener à bien le Plan de structuration et de renforcement de la filière laitière koweïtienne, défini et négocié avec l'Autorité Publique pour l'Agriculture et la Pêche (PAAFR pour une période de 3 ans (2015 à 2018). La maîtrise d´œuvre est confiée à ADECIA pour le compte du Département, qui recrute et salarie le responsable de la cellule projet au Koweït ainsi que les deux Volontaires Internationaux qui complètent la cellule.
Objectifs du poste	**L'expert long-terme international a en charge la direction des opérations au quotidien.** Il/elle assurera la gestion du projet ce qui suppose : - La coordination du pilotage du projet et l'élaboration des rapports de suivi intermédiaires, en appui au chef de projet du Département d'Ille-et-Vilaine ; - La coordination des différentes interventions des experts lors de leurs visites techniques et au moment du déroulement des actions ; - La mise en place des comités, commissions et groupes de travail nécessaires au bon déroulement du projet ; - L'organisation des ateliers de travail, de formation et de restitution ainsi que des visites d'étude ; - Le suivi des activités réalisées par les experts courts termes et la coordination de l'élaboration des documents et rapports techniques requis ; - La préparation et la mise en œuvre des actions d'information et de communication sur le projet et ses réalisations. La langue de travail sera l'anglais et l'arabe.
Descriptif des activités	Parmi ses responsabilités, l'expert recruté : - Analyse de façon détaillée, d'un point de vue technique, économique, financier, institutionnel et organisationnel de la filière laitière à développer ; - Propos des stratégies et plans d'actions visant le développement et le renforcement des filières ; - Coordonne et pilote le développement des filières d'un point de vue financier, économique, institutionnel, organisationnel et technique ; - Définit les modules de formation et d'assistance technique court-terme permettant le renforcement des capacités et la mise en œuvre du projet ; - Encadre et guide les deux VIE ; - Appuie le Chef de projet du Département de l'Ille et Vilaine dans les négociations avec les Institutions koweitiennes ; - Assure le suivi et l'évaluation du projet, en étroite relation avec le GIP Adecia.
Modalités et moyens	L'action de coopération, pilotée par le Conseil Départemental, s'appuie sur l'aide de partenaires : - L'expertise notamment d'Agrocampus Ouest, de la Chambre d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine et de l'ISAE ; - Le portage administratif et financier d'Adecia, l'opérateur de coopération internationale du Ministère de l'agriculture ; - Le soutien des ministères en charge de l'agriculture et des affaires étrangères et de la représentation française au Koweït ; - Les entreprises qui apporteront leurs savoir-faire, produits et services. Une cellule de trois personnes (un expert long-terme et deux Volontaires Internationaux, ingénieurs agronomes et vétérinaire) est placée au sein du PAAFR, l'autorité publique koweïtienne en charge de l'agriculture. Elle est soutenue une équipe d'experts court-terme. Un financement entièrement assuré par le Koweït. Il est de 1,5 M€ sur trois ans pour le pilotage,

	l'action de la cellule placée au Koweït et la formation. Ce plan suppose par ailleurs la fourniture de bétail, produits et services par des entreprises, majoritairement d'Ille-et-Vilaine et de l'Ouest de la France, pour un montant total estimé à 150 M€.	
Compétences liées au poste	**Expérience considérée comme indispensable :**	**Expérience considérée comme un atout supplémentaire :**
	- Expert international, Economiste ou Agro-économiste ; - Expérience professionnelle générale d'au moins 10 ans, dont 5 années en gestion de projets de développement agricole, en France et à l'international de préférence au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord ; - Expérience établie en matière d'analyse diagnostique (technique, économique, financière) et d'élaboration de plans d'appui à des filières agricoles ; - Expérience en matière de techniques de marketing ; - Connaissances solides du fonctionnement des Organisations professionnelles (collectives et privées) ainsi que des techniques d'appui à leur organisation, gestion et accès au marché ; - Très bonne capacité d'analyse stratégique et de prise de décision ; - Expérience en coordination d'équipes ; - Maîtrise des outils et techniques de gestion de projets ; - Maîtrise informatique (suite bureautique Office, notamment Word, Excel et Power Point) ; - Excellente capacité rédactionnelle ; - Parfaite maîtrise de la langue française et anglaise.	- Connaissance du contexte du Moyen-orient et du Koweït en particulier ; - Maîtrise de la langue arabe ; - Connaissances solides de l'approche « chaîne de valeur », expérience professionnelle avec la filière lait.
MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un **CV en anglais** (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard le **15 septembre 2015**, délai de rigueur, à Monique Tran, Directrice du GIP ADECIA et Marie-Hélène LE HÉNAFF, Sous-directrice International au MAAF / SEI.	
CONTACTS	- Alexandre Bouchot, MAAF/SRI – Tél. : 01.49.55.48.73 - alexandre.bouchot@agriculture.gouv.fr - Pierre Poussard, GIP ADECIA – Tél. : 01.49.55.81.79 - pierre.poussard@agriculture.gouv.fr	
Pour en savoir plus	http://www.adecia.org	

DGOM / SDPP

Fiche de poste

SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT

Bureau des politiques agricoles rurales et maritimes

Intitulé du poste : **Chargé(e) de mission Politique de l'alimentation, de l'innovation et de l'agro-alimentaire. Filières banane et PAPAM. Fonds de secours agricole. Stratégie agricole et rurale (FEADER)**

Catégorie statutaire / corps :
A

Emploi type : Cadre chargé de la coordination et du pilotage

Code fiche de l'emploi-type :

Domaine fonctionnel : Elaboration et pilotage des politiques publiques.

Localisation administrative et géographique / affectation :

Direction générale des outre-mer – Ministère des outre-mer
Adresse : 27 rue Oudinot – Paris 7éme

Métro : St François-Xavier ou Duroc – Autobus : Oudinot 82, 87, 92, hôpital Necker 28, 39, 70

Vos activités principales :

Vous êtes chargé de suivre les questions portant sur la politique de l'alimentation et de l'innovation et la politique agro-alimentaire. A ce poste sont rattachés également la coordination et le suivi de la filière banane, de la filière plantes à parfum aromatiques et médicinales et de l'intervention du fonds de secours interministériel pour l'outre-mer dans les domaines agricole et halieutique. Dans le cadre de la stratégie agricole et rurale, vous êtes chargé de participer, pour les outre-mer, à la conception de la stratégie agricole et rurale (2ème pilier, FEADER) et au suivi de sa mise en œuvre.

Pour ce poste, votre mission consistera à :

• assurer une fonction de veille/suivi des politiques dont vous avez la charge ;

• constituer et animer le réseau des acteurs de la politique concernée ;

• assurer un rôle de coordination, de négociation et d'animation interministérielle et/ou interinstitutionnelle dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques outre-mer ;

• participer aux Comités de suivi ou de pilotage relevant de son domaine d'activité : Plan Chlordécone, Plan Ecophyto, Programme national pour l'alimentation, Comité interministériel du fonds de secours, Plan banane durable, comités de suivi FEADER, etc. ;

• élaborer et gérer, le cas échéant, les dispositifs européens et nationaux relevant de ces politiques et accompagner leur mise en place ;

• contribuer par vos propositions, à l'adaptation de la législation outre-mer en vous appuyant sur les compétences du service des affaires juridiques et institutionnelles ;

• jouer un rôle de conseil en interne (services de la direction) ou en externe (ministères, représentants de l'Etat outre-mer, instituts de recherche, autres institutions) ;

• vous impliquer dans d'autres dossiers du bureau de façon à contribuer à la continuité de l'activité du service (formule de type binômage).

Spécificités du poste / contraintes / sujétions :

Vous exercez vos missions sur la base de l'horaire habituel des personnels de l'administration centrale

Vos compétences principales mises en œuvre :

Connaissances techniques	*Savoir-faire*	*Savoir-être*
Maîtrise des politiques sanitaire et phytosanitaire Connaissance des fonds européens (FEADER) Connaître l'environnement professionnel	Savoir travailler en équipe (niveau expert requis) Avoir l'esprit de synthèse Savoir négocier Qualités rédactionnelles Maitrise de l'anglais	Développer et animer un réseau de correspondants partenaires Avoir l'esprit d'initiative Savoir s'adapter

Durée attendue sur le poste : 3 - 4 ans

Adresse Intranet du référentiel des emplois-type et des compétences : http://drh.interieur.ader.gouv.fr/dir/PortailDeux/Gpec/Index_Gpec.php

Votre environnement professionnel :

- ***Activités de la sous-direction et du bureau :***

La sous-direction des politiques publiques participe, avec les autres ministères compétents, à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques spécifiques à l'outre-mer. Elle propose les adaptations des politiques nationales liées aux particularités de l'outre-mer. Elle coordonne la politique contractuelle de l'État dans les départements et régions d'outre-mer et veille à sa cohérence avec les politiques et programmations de l'Union européenne. Elle élabore et met en œuvre la politique contractuelle de l'État dans les autres collectivités de l'outre-mer. Elle contribue à la mise en œuvre outre-mer des politiques européennes de cohésion économique, sociale et territoriale et assure la coordination interministérielle des investissements de l'Etat outre-mer. Enfin la sous-direction des politiques publiques veille à la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques conduites outre-mer. Elle comprend 5 bureaux.

Les missions du bureau des politiques agricoles rurales et maritimes sont animées en coordination avec les autres services de la DGOM, les ministères en charges du domaine, les services déconcentrés et les acteurs territoriaux. Elles visent à adapter l'action de l'Etat aux spécificités des territoires ultra-marins dans les domaines agricole (politique globale et particulière), rural, maritime (pêche et politique maritime de l'Union Européenne et internationale). A ce titre, le bureau doit :

1. Assurer la veille et animer un réseau permanent avec les acteurs et experts du secteur.

2. En tant que contributeur : - anticiper et contribuer à l'évolution de la réglementation sur des questions de sécurité sanitaire, de santé végétale et animale, de produits phytosanitaires ; participer à l'adaptation des initiatives internationales, européennes et nationales en matière de pêche et d'aquaculture (FEAMP, gestion des zones côtières).

3. En tant que chef de file : assurer un rôle de coordination, d'impulsion et d'orientation dans l'adaptation de la PAC (1er et 2ème piliers) et le suivi de la mise en œuvre du programme POSEI et des programmes de développement rural ; assurer/promouvoir le développement d'initiatives favorisant le développement des filières spécifiques (canne, sucre, rhum, banane, PAPAM etc.).

4 - Participer aux évaluations et contribuer en tant que de besoin aux activités des autres services de la délégation.

- ***Composition et effectifs du bureau : 8 agents***

Le chef de bureau A+, l'adjoint catégorie A+, 5 chargés de mission de catégorie A, 1 secrétaire

- ***Liaisons hiérarchiques :***

Chef de bureau

- ***Liaisons fonctionnelles :***

  - Au sein de la direction :

Bureau de la cohésion sociale, de l'emploi, de la formation et de la culture (sur les questions de santé agro-alimentaire)

Bureau des politiques européennes, d'insertion régionale et de valorisation de l'outre-mer

Sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles

  - Externe :

Ministères chargés de l'agriculture et de la mer, ministère chargé de l'environnement.

Services territoriaux de l'État et organismes compétents, socioprofessionnels et monde associatif relevant des domaines couverts, instituts de recherche.

Vos perspectives :

L'expérience acquise sur ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions similaires dans le même domaine fonctionnel et pourra être valorisée au sein de structures interministérielles.

Pour candidater :

Envoyez votre CV à :

- M. Ivan Postel-Vinay – adjoint au sous-directeur des politiques publiques (ivan.postel-vinay@outre-mer.gouv.fr)
- M. Arnaud Martrenchar – chef du bureau – tél. 01 53 69 26 05 (arnaud.martrenchar@outre-mer.gouv.fr)
- Mme Sylvia Célestin – chef du bureau des ressources et de la coordination (sylvia.celestin@outre-mer.gouv.fr)

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Office National des Forêts
Délégation Territoriale Sud Ouest
23, bis Boulevard Bonrepos
31000 TOULOUSE

Chef(fe) du service RTM Haute-Garonne – Ariège –
Coordonnateur(rice) RTM DTSO, référent RTM Pyrénées

N° du poste : 9654
Catégorie : A : ICPEF – IPEF confirmé – IDAE - IDAE Chef de mission
Localisation : Toulouse (31) délocalisable à FOIX ou SAINT GAUDENS

Cotation parcours professionnel : A3	**Cotation part fonction PFR :**

Poste susceptible d'être vacant à compter du 1er septembre 2015

Présentation de l'environnement professionnel	Le cœur d'activité du service est représenté par les Missions d'Intérêt Général pour le compte des deux tutelles de l'O.N.F. (MAAF et MEDDE). Le reste de l'activité est constitué du domaine concurrentiel : études et expertises, maîtrise d'œuvre pour le compte des collectivités locales essentiellement, dans les domaines techniques liés aux risques naturels spécifiques au milieu montagnard.
Objectifs du poste	Chef de service RTM Haute Garonne - Ariège : - Responsable de la mise en œuvre des missions d'intérêt général du MAAF et du MEDDE sur les deux départements et des actions conventionnelles dans le domaine des risques naturels ; - Responsable du contrat de service et de la feuille de route des agents RTM 09 et 31 ; - Responsable de la coordination et du management des équipes territoriales mises à sa disposition ; - Responsable du budget spécifique du service RTM.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Coordonnateur RTM DTSO : 1. Coordonnateur de l'adaptation et de la mobilisation des ressources humaines et des compétences des services RTM SO ; 2. Contribue à une bonne articulation des services RTM dans la DTSO avec les différentes structures qui la composent ; 3. interlocuteur de la DFRN- DRN pour les services RTM SO. Référent RTM Pyrénées : - Interlocuteur RTM préfigurateur auprès des services régionaux de l'état et des institutions du Massif Pyrénéen ; - Assure la cohérence des actions et des problématiques RTM sur l'ensemble de la chaîne. Nota : ce poste exige des déplacements fréquents et une bonne condition physique.
Champ relationnel du poste	Le chef du service RTM est l'interlocuteur des acteurs locaux institutionnels et techniques (préfecture, DDT) et travaille en étroite concertation avec les directeurs d'agence ONF de son territoire.
Compétences liées au poste	**Savoirs :** - Expérience et maîtrise des techniques des techniques RTM ; - Bonne connaissance des outils de gestion ; - Intérêt marqué pour la conduite de projets.

Savoir-être :	**Savoir-faire :**
- Sens de la négociation ; - Sens de l'écoute et du dialogue ; - Aptitude au management et à l'animation d'équipe.	- Capacité d'analyse et de synthèse ; - Capacité de décision ; - Capacité à gérer urgences et priorités ; - Capacité à gérer une équipe ; - Capacité à animer les réunions ; - Capacité à gérer relations humaines et institutionnelles et les relations clients - Capacité à déléguer ; - Capacité à rendre compte.

Personnes à contacter	- Mme FAVAREL Hélène, Déléguée Territoriale – Tél. : 05.62.73.55.08 helene.favarel@onf.fr - M. RUMEBE Serge, Responsable RTM 31-09 – Tél. : 06.01.24.06.48 serge.rumebe@onf.fr

La date limite de candidatures est fixée au 4 septembre 2015

Parc national du Mercantour

Chargé de mission SIG, bases de données et développement cartographie dynamique

1. Cadre général du poste

Le Parc national du Mercantour est administré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministre chargé de l'environnement.

Son budget annuel est de l'ordre de 7 millions d'euros en fonctionnement et investissement (subventions du Ministère chargé de l'environnement).

L'équipe de direction est composée d'un directeur, d'un directeur adjoint, d'une déléguée du directeur à Digne, de trois chefs de service (Connaissance et Gestion du Patrimoine, Sensibilisation

et Valorisation du Territoire et Secrétariat Général), du responsable de la cellule du Système d'Information (SI) et des 5 responsables des services territoriaux (Haut-Var / Cians, Roya-Bevera, Tinée, Vésubie, Ubaye-Verdon).

L'établissement compte 80 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%) distribués en 5 Services Territoriaux.

Le Parc National du Mercantour couvre 2.147 km² répartis sur 28 communes dont 22 dans le département des Alpes Maritimes et 6 dans le département des Alpes de Haute Provence. Le parc national est composé :

- d'une zone prioritairement dédiée à la protection du patrimoine naturel : le cœur (685 km²) ;
- d'un espace dédié au développement durable : l'aire d'adhésion (1 462 km²),

Le Mercantour est un territoire où les enjeux patrimoniaux sont forts : une biodiversité exceptionnelle à la fois montagnarde et méditerranéenne, une grande faune emblématique (loup, gypaète, bouquetin...) et un patrimoine culturel riche (Vallée des Merveilles...). Ces enjeux patrimoniaux doivent être conciliés avec les activités économiques qui se sont développées principalement dans l'aire d'adhésion (agriculture, tourisme, artisanat ...).

Dans le cadre de la mise œuvre de la Loi du 14 avril 2006 sur les Parcs nationaux, l'Etat a confié aux Parcs la mission d'élaboration de la Charte. Elle prévoit notamment qu'ils renforcent leur implication et leur appui auprès des collectivités territoriales et de leurs groupements, en matière de préservation des espaces naturels, d'aménagements ou d'interventions concernant le patrimoine naturel, culturel ou paysager.

2. Éléments de contexte

La cellule SI a été créée au sein du Parc national du Mercantour en 2011. Elle est constituée d'un informaticien, d'un gestionnaire des bases de donnée et du responsable de cette cellule.

La cellule SI est chargée de mettre en place les moyens techniques et de développer les outils adéquats en vue de récolter, stocker, traiter et restituer l'ensemble des informations nécessaires et utiles au bon fonctionnement de l'établissement.

La base de données spatiale (Postgresql – PostGIS) a pour vocation à recevoir l'ensemble des données validées produites par le Parc (couches de référence, métier, données patrimoniales) et par ses partenaires.

Le logiciel FME est utilisé afin d'alimenter de manière ponctuelle ou automatique la base de données unique, notamment via l'import régulier des données partenaires.

L'ensemble des données est décrit via l'outil Geosource (PNF), accessible sur Internet.

Les agents ayant des besoins avancés en analyse de données sont équipés de QGIS 2.8.

L'utilisation d'ArcGis 9.3 est parfois requise pour des besoins d'analyses spécifiques ou de grands jeux de données.

L'essentiel des demandes en matière de saisie ou d'analyse de l'information localisée concerne les services :

- « Connaissance et Gestion du Patrimoine » avec l'intégration, la création, la modélisation et l' échanges de données sur des thématiques telles que la forêt, les lacs, les sites prioritaires, la faune et la flore, l'agropastoralisme,etc.
- Sensibilisation et Valorisation du Territoire et Secrétariat Général avec la signalétique, les tronçons et les itinéraires de randonnée, le vol libre, etc.
- Les services territoriaux.

3. Caractéristique du poste

Poste à temps plein de catégorie A (ouvert aux fonctionnaires titulaires, par voie de détachement et à défaut aux contractuels) ou B Confirmé (ouvert exclusivement aux fonctionnaires titulaires). Il est basé à Nice sous l'autorité du responsable de la cellule système d'information.

Formation initiale souhaitée : Bac+5 ou bac+3 selon l'expérience professionnelle.

La date de clôture des candidatures est fixée au **6 septembre 2015 (minuit)**.

Le poste est à pourvoir à compter du **15 octobre 2015**.

4. Missions

Le chargé de mission bases de données et applicatifs métiers, prend en charge l'ensemble des missions suivantes, en concertation avec le responsable de la cellule SI et l'informaticien.

Administration du SIG

- Analyse et modélisation des besoins en information géographique.
- Gestion (intégration, structuration, sauvegarde, mise en cohérence) des données propres et des partenaires.
- Mise en place et suivi de projets SIG inter-structures (parcs nationaux, transfrontalier).
- Réaliser l'acquisition de données cartographiques auprès des prestataires et partenaires.
- Alimenter en continu l'outil de métadonnées et s'assurer du respect par l'établissement de la norme INSPIRE.

Développement de l'architecture de partage de l'information

- Réalisation d'applications de cartographie dynamique open source sur l'Intranet et sur appareil mobile pour l'administration et la diffusion interne et externe de données en lien avec les différentes bases de données « métiers ».
- Catalogage des données SIG pour leur mise à disposition suivant les préconisation de la directive européenne Inspire.
- Formation et assistance des utilisateurs du SIG et des applications de cartographie dynamique sur Internet et sur mobile.

Appui à la production de connaissances

- Traitements cartographiques et analyses de données produites en interne en appui du service connaissance et gestion du patrimoine et du service valorisation des connaissances.
- Cartographies d'aide à la décision, à la gestion et à l'évaluation des actions du Parc (charte, Unesco, aide à la prospection …).

5. Les projets en cours et à venir

- Geonature/ObsOcc : Après une phase de tests et de consultation des agents de terrain, un de ces outils sera retenu puis mis en production pour la saisie des observations de faune/flore/invertébrés/chiroptères.
- Les outils nomades : Après une phase de tests de plusieurs logiciels, le choix de l'outil retenu permettra de renforcer l'effort de récolte des données (faune, flore, invertébrés) sur le terrain par les agents.
- TaxHub : Installer et utiliser cette application développée à l'interparc, qui permet de gérer la liste des taxons présents dans les parcs à partir du référentiel taxonomique TAXREF, d'y greffer des informations spécifiques (patrimonialité, marqueurs,), de définir des listes de taxons (amphibiens, etc,) et de définir des filtres personnalisés en fonction des besoins.
- Transfrontalier : Rencontrer et travailler avec le Parco Naturale Alpi Marittime afin de proposer et définir une base de donnée commune et alimentée par un outil de saisie commun.

6. Connaissances techniques :

Bases de données

- SGDB : maîtrise de PostgreSQL/PostGIS et PgAdmin indispensables ainsi que du langage SQL**,**
- Maîtrise en modélisation et conception de bases de données relationnelles et à composante spatiale.

Cartographie dynamique

- Maîtrise du langage PHP orienté Objet.
- Bonne connaissance du framework Symfony 2 + PHP Objet.
- Maîtrise de la librairie web-mapping Leaflet et/ou OpenLayers 3.
- Bonne connaissance de la librairie javascript AngularJs 1.x.
- Bonne connaissance de Javascript, HTML, Css (BootStrap).
- Connaissance sur la gestion serveur Web : Apache, Nginx

SIG/ETL

- *Maîtrise de Quantum GIS 2.8 et d'ArcGIS (version 9.3).*
- *Connaissance avancée de logiciels de traitement de données (Fme ou Talend).*

Informatique :

- Bonne connaissance du système d'exploitation Linux (Ubuntu & Debian).
- Connaissance de base en gestion de serveur d'hébergement internet (gestion de virtualisation, sécurité, sauvegarde...).
- Connaissance de base en gestion d'appareils mobiles sur Androïd.

7. Savoir-faire :

- Connaissances avancée du référentiel taxonomique TAXREF.
- Intérêt pour les problématiques environnementales et de conservation.
- Pédagogie.
- Aptitude à l'initiative.
- Rigueur et méthode.
- Expérience dans un poste similaire souhaitée (PNR – PN...).

8. Modalités de recrutement

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés.

Il devra également préciser la date de disponibilité du candidat ainsi que son statut (fonctionnaire d'État avec mention de la catégorie / fonctionnaire de collectivité / non fonctionnaire).

Les dossiers de candidature seront adressés par courriel avant le **6 septembre 2015 (minuit)**. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement entre le **11 et le 15 septembre 2015**.

Les candidatures sont à adresser par mail à :

samuel.priou@mercantour-parcnational.fr

marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Pour tous renseignements complémentaires, les personnes à contacter :

M. Samuel PRIOU (Responsable de la cellule système d'information).
Tel : 04 93 16 78 60

Mme. Marie-Pierre Euzenot-Fürthauer, Secrétaire Générale (responsable des RH).
Tel : 04 93 16 50 82